

Jérôme CAHUZAC

*Lot-et-Garonne (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Outre-mer - [11 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Outre-mer - [16 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 27 : Outre-mer (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs [13 novembre 2007]

Proposition de résolution n° 942 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de formation et les mécanismes d'évolution des prix de l'énergie [4 juin 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les niches fiscales [5 juin 2008] (n° 946)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [10 octobre 2007] (p. 2675)

Justice. Droit d'ester. Actions de groupe [4 juin 2008] (p. 2904)

RAPPELS AU REGLEMENT

Proteste contre l'adoption de l'amendement n° 13 de M. Lionel Tardy permettant à un redevable de l'ISF de bénéficier d'une réduction de sa cotisation au titre d'apports à sa propre société, considère qu'il s'agit d'un "impôt versé à soi-même" [18 octobre 2007] (p. 2958, 2959)

Demande une seconde délibération sur l'amendement n°13 de M. Lionel Tardy adopté après l'article 9 accordant aux redevables de l'ISF le bénéfice de la réduction de leur cotisation au titre de souscriptions au capital de leur société [19 octobre 2007] (p. 3022)

Rappelle au Gouvernement sa question sur les dépenses supplémentaires entraînées par les épidémies et les soins pharmaceutiques [25 octobre 2007] (p. 3231)

Demande au ministre du budget de détailler le coût de l'amendement n° 31 de la commission, prévoyant la conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale [25 octobre 2007] (p. 3309)

Estime avoir "été menacé" par le ministre du travail et demande que l'Assemblée se prononce sur sa demande de suspension de séance [24 septembre 2008] (p. 5072)

DEBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1716) : rejetée (p. 1724)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances (p. 1716)

Commerce extérieur (p. 1716)
 Donations et successions (p. 1717)
 Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 1719)
 Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1717)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1716)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1716 et s.)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1717)
 Jeunes : travail étudiant : impôt sur le revenu (p. 1717)
 Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1718)
 Politique économique : croissance (p. 1716 et s.)
 Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1718 et s.)
 Président de la République (p. 1717)
 Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1717)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1716, 1718)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Son amendement n° 274 (p. 1843)

Après l'article 5

Son amendement n° 276 rectifié (impôt sur le revenu - réductions et crédits d'impôt : plafonnement à 7 500 €) (p. 1943) : rejeté (p. 1944)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2787) : rejetée (p. 2794)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2888)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 2789)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2889)
 Commerce extérieur (p. 2789)
 Energie et carburants : pétrole (p. 2785)

Entreprises : investissements (p. 2789)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 2787 et s.)
 Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2788 et s.)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2788)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2787)
 Impôts et taxes : plan de rigueur (p. 2787, 2790, 2889)
 Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2789)
 Parlement (p. 2789 et s.)
 Politique économique : consommation (p. 2788)
 Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2788 et s., 2889)
 Politique économique : taux d'intérêt (p. 2789)
 Secteur public : privatisations (p. 2790)
 Sécurité sociale : déficit (p. 2788)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2788)
 Union européenne : euro (p. 2789)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 7 (crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son amendement n° 251 (p. 2896)

Ses interventions (p. 2891 et s.)

Article 2 précédemment réservé (barème de l'impôt sur le revenu 2007)

Son intervention (p. 2906)

Après l'article 2

Son amendement n° 246 rectifié précédemment réservé (centres de gestion agréés : possibilité d'adhésion au titre de revenus non professionnels imposés dans la catégorie des bénéfices non commerciaux (p. 2913) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2914)

Son amendement n° 245 rectifié précédemment réservé (centres de gestion agréés : possibilité d'adhésion jusqu'au 31 janvier 2008) (p. 2913) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2914)

Article 3 précédemment réservé (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Ses interventions (p. 2914 et s.)
Son amendement n° 224 (p. 2915)

Après l'article 3

Son amendement n° 223 précédemment réservé (prime pour l'emploi : majoration de 50 %) (p. 2917) : rejeté (p. 2918)

Son amendement n° 226 précédemment réservé (prime pour l'emploi : montant minimal de 30 €) (p. 2918) : rejeté (p. 2919)

Son amendement n° 225 précédemment réservé (prime pour l'emploi : versement lorsque son montant est inférieur à 30 €) (p. 2918) : rejeté (p. 2919)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Ses interventions (p. 2920, 2926 et s.)

Ses amendements n°s 248 (de suppression), 249 rectifié, 295 et 250 (p. 2922, 2924, 2928)

Après l'article 7

Son amendement n° 212 précédemment réservé (heures supplémentaires : non prise en compte pour le calcul du revenu fiscal de référence) : rejeté (p. 2935)

Son amendement n° 239 précédemment réservé (hébergement de personnes dépendantes : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 2935) : rejeté (p. 2936)

Son amendement n° 217 précédemment réservé (emploi de salariés à domicile : plafonds des dépenses prises en compte pour la réduction d'impôt ramenés respectivement de 12 000 à 7 000 € et de 20 000 € à 10 000 €) : rejeté (p. 2936)

Son amendement n° 278 précédemment réservé (associations de défense des consommateurs autorisées à ester en justice : réduction d'impôt de 66 % au titre des dons) : rejeté (p. 2936)

Intervient sur l'adt n° 241 précédemment réservé de M. Philippe Martin (économies d'énergie dans l'habitation principale - crédit d'impôt : majoration des taux applicables à l'acquisition de chaudières, de matériaux d'isolation thermique et d'appareils de régulation de chauffage) (p. 2938)

Son amendement n° 240 précédemment réservé (économies d'énergie dans l'habitation principale - crédit d'impôt : bénéfice du plafond de 16 000 € pour les personnes seules) : rejeté (p. 2938)

Ses observations : regrette que le président de séance ne soit pas plus libéral dans l'attribution des temps de parole pour la discussion des amendements [18 octobre 2007] (p. 2938)

Intervient sur l'adt n° 242 précédemment réservé de M. Philippe Martin (achat de véhicules à motorisations électrique, GPL, GNV ou hybride : doublement des crédits d'impôt) (p. 2941)

Son amendement n° 214 précédemment réservé (heures supplémentaires : non-prise en compte pour le

calcul de la prime pour l'emploi) (p. 2941) : rejeté (p. 2942)

Article 9 (assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises)

Son amendement n° 254 (de suppression) (p. 2942)

Après l'article 9

Son amendement n° 88 (suppression du "bouclier fiscal") (p. 2945) : rejeté (p. 2947)

Intervient sur l'adt n° 92 de Mme Valérie Fourneyron ("bouclier fiscal" - prise en compte des revenus des contrats d'assurance-vie à "unités de compte") (p. 2948)

Son amendement n° 90 (suppression du "bouclier fiscal") : rejeté (p. 2948)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Gérard Bapt ("bouclier fiscal" - création d'une cotisation minimale au titre de l'ISF en fonction du patrimoine taxable) (p. 2949)

Son amendement n° 94 (déductions et réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 2949) : retiré (p. 2950)

Son amendement n° 93 (impôt sur le revenu - plafonnement à 7 500 € des réductions d'impôt (hors quotient familial) et des crédits d'impôt) (p. 2949) : retiré (p. 2950)

Intervient sur l'adt n° 68 de M. Jacques Myard (ISF : suppression) (p. 2952)

Son amendement n° 253 (ISF - titres de sociétés : suppression de l'abattement de 75 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I bis du code général des impôts) : rejeté (p. 2954)

Son amendement n° 219 (ISF - souscription au capital de PME : suppression de l'exonération prévue par l'article 885 I ter du code général des impôts) : rejeté (p. 2954)

Son amendement n° 221 (ISF - titres de sociétés : suppression de l'abattement de 75 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I quater du code général des impôts) : rejeté (p. 2954)

Son amendement n° 220 (ISF - souscription au capital de certaines sociétés : suppression de l'imputation sur la cotisation prévue par l'article 885-O V bis du code général des impôts) : rejeté (p. 2955)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Lionel Tardy (ISF - souscription au capital d'une société dans laquelle le redevable ou son conjoint bénéficie d'une exonération au titre des biens professionnels : extension de l'imputation sur la cotisation prévue par l'article 885-O V bis du code général des impôts) (p. 2957)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2007] (p. 2958, 2959)

Après l'article 10

Son sous-amendement n° 296 (plafonnement à six fois le plafond annuel de la Sécurité sociale) à l'adt n° 4 de la commission (plafonnement du montant des indemnités de départ et de licenciement déductibles

du bénéficiaire imposable à un million d'euros par bénéficiaire) : rejeté (p. 2962)

Intervient sur l'adt n° 76 rectifié de M. Marc Le Fur (vente d'énergie issue des exploitations agricoles : régime des bénéfices agricoles) (p. 2964)

Intervient sur le sous-adt n° 297 de M. Charles de Courson (plafond de 50 % des recettes agricoles et de 100 000 € pour la production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou éolienne) à l'adt n° 76 rectifié de M. Marc Le Fur (p. 2964)

Intervient sur l'adt n° 291 rectifié de M. Henri Emmanuelli (impôt sur les sociétés dû par les compagnies pétrolières : taux majoré de 40 % lorsque la progression de leurs profits excède 20 % - imputation sur l'impôt d'une provision pour la recherche dans les énergies renouvelables ou pour le développement des moyens modaux alternatifs au transport routier) (p. 2967)

Intervient sur l'adt n° 258 de M. Henri Emmanuelli (impôt sur les sociétés dû par les compagnies pétrolières - taux majoré de 40 % lorsque la progression de leurs profits excède 20 %) (p. 2967)

Son amendement n° 257 (prêt à taux zéro : plafond de ressources réduit de 64 875 € à 40 000 € - montant du prêt porté de 32 500 € à 40 000 €) (p. 2971) : rejeté (p. 2972)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 260 de M. Philippe Martin (carburateurs destinés aux avions - suppression de l'exonération de TIPP) (p. 2973)

Intervient sur l'adt n° 261 de M. Philippe Martin (carburateurs destinés aux avions - suppression de l'exonération de TIPP pour les vols intérieurs) (p. 2973)

Son amendement n° 262 (autorisation des carburants non explicitement interdits par arrêtés ministériels : nouvelle rédaction du premier alinéa du 1 de l'article 265 ter du code des douanes) (p. 2973) : rejeté (p. 2974)

Son amendement n° 263 (huiles végétales pures utilisées comme carburant par les flottes captives des collectivités territoriales : exonération de TIPP) : retiré (p. 2976)

Ses amendements n°s 216 et 215 (stock-options - plus-values d'acquisition : contribution sociale au taux respectivement de 9,9 % et de 8,3 % - affectation du produit au fonds de réserve des retraites) (p. 2976) : rejetés (p. 2979)

Son amendement n° 274 ("taxe Tobin" - article 235 ter ZD du code général des impôts : fixation du taux à 0,05 %) : rejeté (p. 2979)

Son amendement n° 229 (sodas et boissons rafraîchissantes sucrées, pâtisseries et viennoiseries, crèmes glacées et sorbets : TVA au taux normal) (p. 2982) : rejeté (p. 2983)

Son amendement n° 228 (fruits et légumes : TVA à 2,1 %) (p. 2983) : rejeté (p. 2984)

Son sous-amendement n° 277 (ajout des dépenses exposées par les départements) à l'adt n° 7 de la commission (dépenses exposées par les communes

pour le déneigement de la voirie communale : TVA au taux réduit) (p. 2985) : retiré (p. 2986)

Son sous-amendement n° 276 (ajout de la voirie départementale) à l'adt n° 7 de la commission (p. 2985) : retiré (p. 2986)

Son amendement n° 252 (frais d'obsèques et achat de concessions funéraires : TVA au taux réduit) : rejeté (p. 2986)

Son amendement n° 264 (huiles végétales pures : TVA au taux réduit) : retiré (p. 2986)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Son amendement n° 285 (de suppression) (p. 3005)

Son sous-amendement n° 302 à l'adt n° 9 de la commission (p. 3007)

Son intervention (p. 3009)

Ses amendements n°s 123 et 124 (p. 3009)

Après l'article 13

Son amendement n° 131 (compensation aux départements pour les dépenses au titre des RMI et RMA : prise en compte de la création du RMA et de l'augmentation du nombre d'allocataires induite par la limitation de la durée de versement de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 3010) : rejeté (p. 3011)

Article 16 (répartition du produit des amendes des radars automatiques)

Ses amendements n°s 132 à 134 (p. 3012 et s.)

Son amendement n° 135 rectifié : adopté (p. 3014)

Après l'article 18

Son amendement n° 284 (prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux : taux réduits respectivement de 5,4 % à 2,7 % et de 4,4 % à 2,2 %) : rejeté (p. 3016)

Son amendement n° 283 (prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux : réduction des taux de 0,4 point) (p. 3016) : rejeté (p. 3017)

Après l'article 21

Son amendement n° 139 (taxe sur la publicité télévisée affectée au soutien de l'expression radiophonique locale : majoration du barème) (p. 3017) : rejeté (p. 3018)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 292 rectifié du Gouvernement (attribution à l'établissement public OSEO et à la société OSEO innovation du reliquat de la dotation de l'Etat à l'AIL - Agence de l'innovation industrielle) (p. 3022)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 octobre 2007] (p. 3022)

Article 32 et état A annexé (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)

Son intervention (p. 3025)

Demande de seconde délibération : sur le vote de l'amendement n° 13 adopté après l'article 9 (p. 2955, 2956) ; l'Assemblée, consultée, décide de ne pas procéder à une seconde délibération (p. 3025)

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3060)

Ses explications de vote (p. 3063)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3064)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3685)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : conditions de travail : lois de finances (p. 3685)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 3686)

Environnement : changements climatiques : outre-mer (p. 3687)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3686)

Logement : logement social : outre-mer (p. 3686)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance : outre-mer (p. 3686)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3687)

Outre-mer : fiscalité (p. 3686)

Outre-mer : Antilles : santé publique (p. 3687)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 3687)

Outre-mer : Polynésie française : finances publiques (p. 3687)

Outre-mer : service militaire adapté (SMA) (p. 3686)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2007] (p. 3730)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3730 à 3733)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Article 39 (réforme du crédit d'impôt recherche)

Ses amendements n°s 255 et 256 (p. 4320 et s.)

Avant l'article 39

Son amendement n° 252 (réductions d'impôt sur le revenu : plafonnement à 7 500 €) : rejeté (p. 4337)

Après l'article 39

Son amendement n° 298 (financement de l'Agence française des infrastructures de transport en France - AFIT : majoration de 100 millions d'euros de la redevance domaniale acquittée par les sociétés concessionnaires d'autoroutes) : rejeté (p. 4339)

Après l'article 40

Son amendement n° 309 (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,6 %) (p. 4344) : adopté (p. 4345)

Son amendement n° 308 (réévaluation des valeurs locatives : plus 2 %) : devenu sans objet (p. 4345)

Son amendement n° 320 (prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux : taux ramenés respectivement de 5,4 % à 2,7 % et de 4,4 % à 2,2 %) : rejeté (p. 4345)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007] (p. 4364)

Ses explications de vote (p. 4369)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4370)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5382)

Son intervention (p. 5388)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5389)

Finances publiques : dette publique (p. 5389)

Finances publiques : universalité budgétaire (p. 5388 et s.)

Impôts et taxes : plan de rigueur : Union européenne (p. 5389)

Parlement : prérogatives : Assemblée nationale (p. 5388 et s.)

Pays étrangers : Etats-Unis : crise des crédits subprimes (p. 5389)

Politique économique : prévisions (p. 5389)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 5389)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 5389)

Explications de vote et vote [18 décembre 2007]

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5389)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 1er (approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2006)

Son intervention (p. 3196)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités de couverture du déficit constaté de l'exercice 2006)

Son intervention (p. 3199)

Article 3 (rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2007)

Son intervention (p. 3204)

Article 4 (objectif d'amortissement rectifié de la Caisse d'amortissement de la dette sociale - CADES - et prévisions de recettes rectifiées du Fonds de réserve pour les retraites - FRR)

Son intervention (p. 3208)

Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)

Son intervention (p. 3211)

Article 7 (rectification du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie - ONDAM)

Son intervention (p. 3218)

Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)

Son intervention (p. 3227)

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3231)

Article 9 (diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)

Ses interventions (p. 3262 et s.)

Article 12 (suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 3292)

Article 14 (suppression des exonérations de cotisations accidents du travail - maladies professionnelles)

Son amendement n° 651 deuxième rectification (p. 3303)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission (conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 3308)

Son rappel au règlement (cf. supra) (p. 3309)

Article 18 (fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3311)

Article 19 (approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3312)

Article 20 (approbation du tableau d'équilibre du régime général)

Son intervention (p. 3314)

Article 21 (approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3316)

Article 24 (habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt)

Son intervention (p. 3320)

Article 25 (modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires)

Son intervention (p. 3321)

Article 26 (extension du champ de la procédure de mise sous accord préalable)

Son intervention (p. 3336)

Article 27 (renforcement de l'encadrement des transports des assurés en taxi)

Son intervention (p. 3337)

Article 29 (prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute autorité de santé)

Son intervention (p. 3355)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 8 deuxième rectification de la commission des finances (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un

médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)

Intervient sur l'adt n° 364 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)

Intervient sur l'adt n° 396 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (études postérieures à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament ; sanctions encourues en cas de non-réalisation ou de retard) (p. 3356)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)

Son intervention (p. 3362)

Article 31 (expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé - MRS)

Son intervention (p. 3382)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Ses interventions (p. 3387 et s.)

Article 36 précédemment réservé (dossier médical personnel)

Son intervention (p. 3438)

Article 37 précédemment réservé (dispositions diverses visant à l'harmonisation des prestations de maladie et de maternité entre les différents régimes de sécurité sociale)

Son intervention (p. 3442)

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2007] (p. 4843)

Son intervention (p. 4867)

Thèmes :

Energie et carburants : sociétés pétrolières : profits (p. 4869)

Entreprises : allègement des charges (p. 4868)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4869)

Politique économique : croissance (p. 4867 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat : gauche (p. 4868)

Travail : réduction du temps de travail (p. 4868)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Article 18 (avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels)

Ses amendements n°s 163 et 175 (p. 5077 et s.)

Après l'article 18

Son amendement n° 189 (suppression du bouclier fiscal) (p. 5086) : rejeté (p. 5087)

Son amendement n° 184 (travaux visant à économiser l'énergie dans la résidence principale : majoration de 10 points des différents crédits d'impôt) : rejeté (p. 5089)

Son amendement n° 179 (prime pour l'emploi : majoration de 50 %) (p. 5089) : rejeté (p. 5090)

Après l'article 19

Son amendement n° 194 (redevance audiovisuelle : exonération des personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5091) : rejeté (p. 5095)

Son amendement n° 192 (redevance audiovisuelle : émission de l'avis d'imposition avec celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5096) : rejeté (p. 5097)

Après l'article 20

Son amendement n° 174 (ISF : intégration des œuvres d'art) : rejeté (p. 5101)

Après l'article 21

Son amendement n° 183 (taxe sur les véhicules de sociétés : suppression de la limitation à deux ans de l'exonération des véhicules « propres ») : rejeté (p. 5109)

Son amendement n° 178 (allègements de charges consentis aux entreprises : condition de négociations salariales de branche) : rejeté (p. 5109)

Son amendement n° 176 (travail à temps partiel : majoration de 10 % des cotisations sociales et de l'impôt sur les sociétés des entreprises d'au moins vingt salariés dont les employés à temps partiel représentent plus de 25 % de l'effectif) : rejeté (p. 5109)

Après l'article 22

Son amendement n° 158 (huiles végétales pures utilisées à l'exclusion de tout mélange à tout autre produit : TVA au taux réduit) (p. 5111) : retiré (p. 5112)

Article 23 (transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité)

Son amendement n° 164 (p. 5121)

Après l'article 25

Son amendement n° 208 (TIPP flottante) : rejeté (p. 5129)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5405) : rejetée (p. 5414)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : conditions de travail (p. 5406)

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 5406)

Energie et carburants : prix (p. 5406)

Entreprises : primes (p. 5408)

Entreprises : épargne salariale (p. 5408)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5408)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5405)

Etablissements de santé : établissements publics : réduction du temps de travail (RTT) (p. 5407)

Impôts et taxes : évasion fiscale (p. 5405)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5409)

Politique économique : croissance (p. 5405)

Politique économique : prix (p. 5405)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 5409)

Travail : heures supplémentaires (p. 5405 et s.)

Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5406 et s.)

TVA : taux (p. 5409)

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 66 (augmentation de la prime pour l'emploi) : rejeté (p. 5475)

Son amendement n° 63 (baisse du taux réduit de TVA) : rejeté (p. 5476)

Son amendement n° 65 (baisse du taux de TVA pour les fruits et légumes) : rejeté (p. 5476)

Son amendement n° 28 (mise en place du chèque transport obligatoire) : rejeté (p. 5484)

Après l'article 1er

Son amendement n° 80 (délibération de l'assemblée des actionnaires sur le rapport entre la plus haute et la plus basse rémunération au sein de l'entreprise) : rejeté (p. 5539)

Son amendement n° 69 (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant au transport aérien) (p. 5540) : rejeté (p. 5541)

Son amendement n° 67 (prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières) : rejeté (p. 5541)

Son amendement n° 68 (prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières modulé selon leurs investissements en matière de recherche énergétique) : rejeté (p. 5541)

Son amendement n° 42 (contribution sociale au taux de 8 % pour les stock-options) : rejeté (p. 5541)

Après l'article 2

Son amendement n° 70 (abrogation du bouclier fiscal) : rejeté (p. 5546)

Son amendement n° 71 (suppression du droit à restitution de la fraction des impositions qui excède le seuil de 50 % des revenus du contribuable) (p. 5546) : rejeté (p. 5547)

Après l'article 3

Son amendement n° 34 (crédit à la consommation : responsabilités en matière de solvabilité) : rejeté (p. 5554)

Son amendement n° 36 (crédit à la consommation : encadrement du taux en matière de prêts à taux variable) : rejeté (p. 5554)

Son amendement n° 75 (conditions d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 5556) : rejeté (p. 5559)

Son amendement n° 74 (pérennisation de l'exonération de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées à faibles revenus) (p. 5556) : rejeté (p. 5559)

Son amendement n° 72 (exonération de redevance audiovisuelle pour les bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique) : rejeté (p. 5559)

Son amendement n° 73 (exonération de redevance audiovisuelle pour les étudiants boursiers) : rejeté (p. 5559)

Débat sur la situation économique, sociale et financière de la France

[27 mars 2008] (p. 991)

Son intervention (p. 1002)

Thèmes :

Elections et référendums : élections municipales (p. 1002)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1003)
 Finances publiques : dépenses (p. 1003)
 Finances publiques : dette publique (p. 1003)
 Politique économique : croissance (p. 1002)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1003)
 Président de la République (p. 1003)
 Retraites : généralités (p. 1003)
 Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 1003)
 Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1003)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 272 de M. Arnaud Montebourg (assouplissement des règles de recevabilité financière des amendements) (p. 2600)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 44

Son amendement n° 875 rectifié (p. 3315) : rejeté (p. 3316)

Article 25 précédemment réservé (réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat -TACA)

Son amendement n° 866 rectifié (p. 3444)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

Son intervention (p. 3946)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 3946)
 Finances publiques : débudgétisations (p. 3947)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3947)
 Finances publiques : dette publique (p. 3947)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3948)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 3948)
 Justice : Cour des comptes (p. 3947)
 Lois de règlement (p. 3946, 3948)
 Politique économique : croissance (p. 3947)
 Président de la République (p. 3947)
 Secteur public : privatisations (p. 3947)
 Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 3948)
 Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 3947)
 Travail : durée du travail : travail à temps partiel (p. 3947 et s.)
 Travail : heures supplémentaires (p. 3948)

Explications de vote et vote [30 juin 2008]

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3948)

« LOGEMENT OUTRE-MER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4014) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008

Son intervention (p. 4014)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4943) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4949)

Thèmes :

Assemblée nationale : opposition (p. 4943)
 Assemblée nationale : motion de censure (p. 4943, 4947)
 Assurance maladie maternité : généralités (p. 4946)
 Constitution : révision : Parlement (p. 4943, 4946)
 Entreprises : fonds propres (p. 4945)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 4944)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4944)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 4944)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du travail et de l'emploi : ministre (p. 4945 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4943 et s.)

Président de la République : traitement (p. 4944)

Travail (p. 4944 et s.)

Travail : négociations : salaires (p. 4945)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4945)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978); [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5029 et s., 5047)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1256 à 1277 de M. Christian Eckert (attributions du comité des rémunérations) (p. 5050)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1300 à 1321 de M. Christian Eckert (affectation à la réserve spéciale de participation d'au moins 50 % de la plus-value d'acquisition des titres obtenus lors de la levée des options) (p. 5059)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1098 à 1145 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5064)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1432 à 1453 de M. Christian Eckert (relèvement à 6 € de l'exonération d'impôt des chèques restaurant) (p. 5071)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5072)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 117 à 137 de M. Christian Eckert (plafonnement à 15 000 € des réductions d'impôt et des crédits d'impôt) (p. 5074)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 954 à 1001 de M. Christian Eckert (majoration de 50 % de la prime pour l'emploi) (p. 5077 et s.)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 810 à 857 de M. Christian Eckert (baisse des taux de la TVA) (p. 5082)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 858 à 905 de M. Christian Eckert (baisse du taux réduit de la TVA) (p. 5083)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 906 à 953 de M. Christian Eckert (TVA au taux de 2,1 % sur la commercialisation des fruits et légumes) (p. 5086)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 1190 à 1211 de M. Christian Eckert (extension de la participation à toutes les entreprises) (p. 5098)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 516 à 536 de M. Christian Eckert (extension de la participation aux entreprises de plus de vingt salariés) (p. 5102)

Intervient sur l'adt n^o 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5106)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5118)

Après l'article 3

Intervient sur les adts identiques n^{os} 180 à 200 de M. Christian Eckert (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant aux transports aériens) (p. 5131)

Intervient sur les adts identiques n^{os} 201 à 221 de M. Christian Eckert (suppression du dispositif "de Robien" d'aide à l'investissement locatif) (p. 5131)